

JOURNAL DE LYON

Administration et Bureaux : rue de l'Hôtel-de-Ville, 63.

Bureaux de Vente : 41, rue Centrale, 42.



RÉDACTION

76, rue de l'Hôtel-de-Ville, 76

ANNONCES ANGLAISES

30 c. la ligne

PRIX DE L'ABONNEMENT

	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Ville de Lyon, 1 an	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Département du Rhône	11 fr.	22 fr.	44 fr.
Département limitrophe	12 fr.	23 fr.	46 fr.
Autres départements	13 fr.	25 fr.	48 fr.

Pour l'étranger, le port en sus.

LES ABONNEMENTS

partent des 1^{er} et 16^e de chaque mois.

Gérant :

C. GUICHARD

Imprimerie de B. Storch, Lyon.

Le prix de l'abonnement est payable d'avance ; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

Lyon, le 22 Décembre

La politique à la fois arbitraire et violente employée par M. de Bismarck contre les catholiques commence à inspirer dans l'Europe entière les plus vives préoccupations. Les esprits réfléchis se demandent quelle sera la fin de cette lutte que le chancelier de l'empire allemand a provoquée et l'on commence à douter qu'il en sorte vainqueur. Il a bien pu obtenir contre les évêques et le clergé catholique des lois spéciales, il a pu largement user contre les adversaires de sa despotique domination des mesures les plus oppressives, lorsqu'il a vu que l'intimidation restait sans effet, il est encore loin du but qu'il se propose d'atteindre. Toute sa violence vient se briser contre la fermeté et la patience inébranlable que lui opposent les catholiques. Il est entré dans cette voie fatale des répressions sans merci qui conduit toujours à leur perte les pouvoirs excessifs et obstinés. Chaque coup qu'il frappe fait naître des résistances nouvelles et le moment n'est peut-être pas éloigné où il devra renoncer à voir se réaliser le rêve de sa colossale ambition.

C'est chose commune et qui facilite singulièrement le gouvernement que ces lois spéciales et de circonstance dont il est aujourd'hui de mode en Prusse et ailleurs de faire usage en toute occasion. Elles tranchent aisément les cas les plus difficiles et donnent les apparences de la justice aux actes les plus arbitraires. Mais par elles on ne peut rien résoudre et les avantages immédiats qu'elles semblent fournir dans certaines situations sont bientôt annulés par les embarras qu'elles font naître sous les pas de ceux qui en abusent. C'est ce dont M. de Bismarck doit commencer, sans doute, à se rendre compte. Cette lutte qu'il s'engage, comment se terminera-t-elle et quel profit espère-t-il aujourd'hui en retirer ?

Le succès de son entreprise paraît devenir chaque jour plus problématique, c'est du moins ce que constate le *Times* dans un article où sont exposés les dangers que fait courir au nouvel empire allemand la politique du prince chancelier. Les termes par lesquels la feuille anglaise signale les embarras au-devant desquels M. de Bismarck s'est précipité méritent d'être reproduits :

Il semble, dit le *Times*, que le gouvernement allemand n'a point prévu les conséquences fatales de la nouvelle loi. Voilà l'organisation de l'Eglise catholique romaine en Prusse plus que compromise. Déjà, plusieurs centaines d'églises sont privées de leur pasteur respectif par suite des nominations faites par les évêques et qui n'ont point été confirmées par le gouvernement. Avant peu d'années, les évêques nommés refusant le serment et l'Eglise refusant de ratifier leur élection, les contrées catholiques, en Allemagne, se trouveront en interdit.

Cette perspective est effrayante : il faut croire que le gouvernement prussien sait dans quelle route difficile il s'engage. Comment sortir de l'impasse ? Le pape adhérerait-il aux exigences de l'Eglise ? On ne peut le supposer. Prononcera-t-il l'interdiction ? Comment la supplier ? Suppose-t-on que les masses consentiront à se passer du culte religieux ?

Cette « perspective effrayante » que signale le journal anglais, M. de Bismarck peut à présent la contempler à l'aise, et voir où le conduisent ses persécutions contre le clergé catholique. Après avoir rétabli l'unité politique, il eût voulu fonder l'unité religieuse de l'empire allemand, mais chaque jour rend moins prévisible la réalisation d'un pareil projet. Il n'y arrivera pas plus par la violence que par la ruse et ce que put faire Henri VIII de l'Angleterre au XVI^e siècle, M. de Bismarck ne le pourra de l'Allemagne au XIX^e.

Il se brisera contre cette puissance d'inertie que lui opposent les catholiques et le résultat définitif de sa politique sera d'avoir rendu inévitable cette irréparable rupture avec Rome, que le *Times* considère comme imminente. Il est naturel que lui répugne à M. de Bismarck d'assumer la responsabilité de cette situation redoutable : il l'a pourtant toute entière. Il lui est interdit de s'en dégager. Vainement il tenterait de masquer sous des apparences spécieuses les vrais mobiles qui l'ont déterminé dans son entreprise, tout le monde aujourd'hui les connaît trop bien pour ajouter la moindre créance aux explications apologetiques de ses journaux.

INFORMATIONS POLITIQUES

On écrit de Versailles, le 21 décembre, à la *Correspondance républicaine* :

La conviction générale, surtout dans les sphères gouvernementales, est que le ministère actuel ne se tient pas debout et qu'il est absolument nécessaire de le consolider au plus vite si l'on ne veut pas qu'il s'effondre. Chacun reconnaît qu'il est composé d'éléments opposés les uns aux autres, et un jour-

nel comptait hier que les collaborateurs de M. de Broglie appartenaient au moins à trois parties distinctes :

L'un travaille pour la présidence du maréchal Mac-Mahon avec le titre de président de la République, l'autre pour établir une république définitive, un troisième voudrait le septennat sans épithètes.

Le premier est représenté par M. le duc de Broglie, le second par M. de Fourton, Desdillign, duc Decazes, le troisième par M. de Laroc.

Le moment ne saurait tarder où l'un des trois l'emportera sur les deux autres. M. le président de la République a les plus vives sympathies pour M. le duc Decazes qui jouit d'une grande influence sur les hommes modérés de l'Assemblée.

Ce n'est pas un mystère pour personne qu'il y a rivalité entre M. de Broglie et M. Decazes, et il est probable que dans un temps donné le dernier l'emportera.

Quand ? Bienôt peut-être, car M. le duc d'Audiffert-Pasquier brûle d'envie d'arriver au pouvoir et, sachant qu'il ne peut faire partie d'un ministère dans lequel il y a des bonapartistes, il s'en est pris directement à M. Magné, ministre des finances.

M. Magné est fatigué, mécontent, très-désireux de donner sa démission. L'opposition qui lui est faite pour les impôts nouveaux l'irrite beaucoup, et il est probable que les deux échecs que M. Lefebvre a subis hier ne l'auront pas mis en meilleure disposition.

On lit dans la *Semaine financière* :

La discussion du budget se poursuit sans incident notable. On a voté à l'heure présente les dépenses de six ministères : les affaires étrangères, l'instruction publique, les travaux, le commerce, la justice, la marine et la guerre.

Au cours de la discussion de ce dernier ministère, on est venu demander l'urgence pour la discussion du projet de loi relatif à la nomination des maires, et le gouvernement s'est associé à cette demande. L'urgence a été votée.

La discussion viendra à l'ordre du jour immédiatement après le vote général des dépenses et des recettes, et avant le vote des nouveaux impôts décrets. C'est là assurément un contre-temps fâcheux. Il était du plus grand intérêt que les nouveaux impôts fussent votés avant la fin de l'exercice. C'était le seul moyen d'éviter les mécomptes dans le recouvrement.

On est dès aujourd'hui d'accord sur 120 millions de taxes à établir ; il restera encore 25 à 30 millions sur lesquels l'attente est faite. Chaque jour de retard amènera pour le Trésor une perte réelle. L'équilibre du budget, si péniblement obtenu, est remis en question.

La commission du budget et le gouvernement seront probablement dans la nécessité de demander avant la fin de l'année le vote de 3 douzièmes provisoires.

On lit dans le *Bien public* :

La commission des lois constitutionnelles semble vouloir hâter son travail. Cela nous étonne et nous réjouit. On nous assure que le maréchal de Mac-Mahon ne serait pas étranger à cette résolution hâtive. Le maréchal se serait montré surpris du peu d'empressement qu'on mettait à organiser ses pouvoirs.

Le *Gaulois* publie la nouvelle suivante :

Nous croyons savoir que le gouvernement, aussitôt que la loi sur la presse sera votée, accordera plusieurs autorisations de journaux.

Depuis le 24 mai, pas une seule n'a été donnée, malgré les nombreuses demandes pendantes au ministère.

Parmi ces demandes, les journaux de couleur républicaine, si nous sommes bien informés, sont en majorité.

Le *Gaulois* se trompe quand il dit que depuis le 24 mai, aucune autorisation n'a été donnée. A Lyon, par exemple, une exception a été faite à cette règle, et ce n'est pas en faveur d'un journal républicain, naturellement.

On lit dans le *Rappel* :

Une demande d'interpellation va être déposée au sujet de la convention conclue entre les ministres des beaux-arts, des travaux publics et des finances, avec M. Rother, représentant de l'empire, au sujet de la restitution à la succession de Napoléon III des derniers objets provenant de la liquidation de la liste civile.

Cette convention est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1874, sans que la ratification de l'Assemblée soit nécessaire. On se demandera l'approbation de la Chambre que pour l'allocation de l'ex-impératrice, d'une somme de 2,800,000 fr.

Or, la commission du budget avait, paraît-il, manifesté son étonnement de ce que de pareilles clauses aient pu être consenties par les ministres sans l'aveu de la Chambre. Le ministère a passé outre. C'est pour éclaircir cette question qu'une demande d'interpellation sera déposée.

On écrit de Paris :

La commission des services administratifs a entendu hier le ministre des affaires étrangères et M. Em. Arago. Il s'agissait de savoir s'il y avait lieu de procéder à la réunion du service commercial et du service politique des affaires étrangères.

M. le ministre a déclaré que, sauf certaines difficultés d'application, il ne s'opposait pas à l'adoption du principe de la réunion.

La commission a donc admis ce principe, renvoyant à sa prochaine séance l'examen des points de détail.

M. Em. Arago a été nommé rapporteur.

Le *Moniteur universel* croit savoir qu'il n'y a rien de fondé dans le bruit répandu par plusieurs journaux que le gouvernement français aurait décidé de supprimer la formalité du passeport pour les relations entre la France et la Suisse.

On lit dans le *Gaulois* :

M. Lanfrey étant de retour, notre nouvel ambassadeur à Berne, M. de Chaudordy doit quitter Paris demain lundi pour gagner son poste.

Il paraît que sa nomination a donné lieu à quelques critiques assez vives au ministère des affaires étrangères ; M. de Chaudordy n'était que ministre plénipotentiaire de 2^e classe ; en l'envoyant en qualité d'ambassadeur, on a donc sauté à pieds joints sur les règlements.

Pas du tout, répond M. de Broglie, j'ai nommé ambassadeur, non pas le ministre plénipotentiaire, mais le député.

C'est sophistique, mais que dire à cela !

Le *Vaterland*, organe du conseil d'Etat de Lucerne revient sur la décision prise par le conseil fédéral suisse relativement à la nonciature. Tout en reconnaissant qu'il y a certainement quelque chose d'inaccoutumé dans ce fait que le conseil fédéral réponde à l'encyclopédie par une note et une action diplomatique, il justifie ce procédé par un raisonnement assez subtil et qui ne manquera pas d'intéresser :

Un mandement ecclésiastique, dit-il, doit avant tout dire la vérité, mais la forme dans laquelle on la dit doit aussi être telle qu'elle puisse mettre un simple particulier à l'abri d'un procès de presse.

Au point de vue du droit commun, selon lequel les mandements ecclésiastiques doivent être traités dans les pays protestants ou mixtes, ce n'est pas un latin cicéronien, mais la circonspection dans les termes employés, qui peut seule détourner les conséquences liées naturellement à l'énonciation de vérités désagréables.

Si un particulier soumis à la juridiction du pays exprimait son opinion au sujet de décisions de la Confédération ou des cantons dans les termes de l'encyclopédie, sans aucun doute il serait l'objet d'une poursuite pour injures, et cela sans qu'il fût tenu compte de la question de savoir si, au fond, il a tort ou raison. Or, maintenant, comme le Conseil fédéral ne pouvait citer devant les tribunaux le rédacteur de l'encyclopédie, il s'en est pris à son représentant, et comme celui-ci est au bénéfice de l'exterritorialité par sa position diplomatique, il a déclaré qu'il ne reconnaît plus désormais cette position.

Cet article du *Vaterland* est signé de l'initiale S., et le *Journal de Genève* croit qu'il émane de la plume de M. le conseiller d'Etat Ph. A. Segesser.

La Chambre des députés d'Italie s'est ajournée au 20 janvier, après avoir voté le budget des travaux publics.

Le Sénat belge a suspendu ses séances jusqu'à convocation ultérieure.

On télégraphie de Berlin, 20 décembre, soir :

Le gouvernement pousse activement les préparatifs à bord du navire cuirassé le *Kronprinz* et de la corvette *Augusta* qui doivent aller défendre les intérêts allemands contre les Espagnols de Manille.

On sait que ces derniers ont capturé un vaisseau de la marine marchande allemande et qu'ils refusent de le rendre.

La Chambre des députés de Prusse a terminé la seconde délibération sur le projet concernant le mariage civil, qui a été adopté avec des modifications sans importance. La Chambre s'est ajournée jusqu'au 12 janvier.

Il est probable que, une fois le mariage civil obligatoire introduit en Prusse, le parti national-libéral en demandera l'application à toute l'Allemagne.

Le conseil fédéral ayant adopté la proposition Lasker, relative à l'unification du droit civil, la généralisation de la mesure n'impliquerait pas une modification de la constitution ; ce ne serait que la conséquence de l'unification du droit.

M. G. de La Rochette, député de la Loire-Inférieure et confident du comte de Chambord, a repris sa bonne plume. Il répond aux membres du comité de rédaction du journal *l'Ordre et la Liberté*, de Caen. Cette réponse, que nous trouvons aujourd'hui à la première page de l'*Union*, nous révèle les sentiments et les projets de l'extrême droite.

Ces sentiments ne sont pas ceux d'une grande sympathie pour le gouvernement actuel et M. de La Rochette dit de bien dures vérités au ministère.

L'honorable député ne pouvait se dispenser d'agiter le spectre de la révolution sociale et c'est par là qu'il débute.

Il existe, dit-il, dans les bas-fonds de la société et dans les profondeurs du suffrage universel toute une masse de citoyens sans foi religieuse, sans morale, n'ayant que des envies, des haines, des préjugés et ne vivant que les jouissances et les satisfactions matérielles.

Ces masses, qui menacent de nous engloutir,

il faut les convertir ou les combattre. Le Roi les convertirait, parce qu'il est le respect de la paix, la confiance, le travail, le crédit, la sécurité, et qu'il tiendrait une place que nul n'oserait ambitionner.

Le Roi leur rendrait la morale, parce qu'il serait lui-même la morale vivante de la justice et du droit.

M. de La Rochette déclare cependant que l'Assemblée doit faire quelque chose si elle ne veut pas se déconsidérer tout à fait. Que veut-elle donc ? Mon Dieu ! Il ne serait pas impossible qu'il se ralliât à la république en désespoir de cause. Les légitimistes purs aimeraient

recourir à un traitement plus humain et moins efficace, il a fallu donner à la France « le régime du sabre et la dictature d'un soldat. »

L'extrême droite s'est résignée à prouver les pouvoirs du maréchal avec une tristesse qu'elle n'a pas pris la peine de dissimuler.

« Nous avons voté la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. Nous l'avons fait avec douleur, mais avec une entière confiance dans sa loyauté et dans son honneur, et avec la conviction profonde qu'il ne fera jamais obstacle aux désirs du pays, quand ces désirs seront légalement exprimés. »

M. de La Rochette ne cherche pas à flatter le maréchal ; il avoue qu'il lui a été bien douloureux de voter les sept ans de présidence. Mais le chagrin de son âme l'a troublé au point de lui faire oublier le sens ordinaire des mots. Il est, nous dit-il, profondément convaincu qu'il ne sera jamais fait obstacle aux désirs du pays « quand ces désirs seront légalement exprimés. » Les dernières élections ont exprimé aussi légalement que possible les désirs du pays, et c'est précisément à ces désirs que M. de La Rochette et ses amis entendent résister par tous les moyens.

Ce que l'honorable épistolaire voulait écrire, sans aucun doute, c'est qu'il y aurait lieu d'écouter les désirs du pays, quand ces désirs lui paraîtraient légitimes, c'est-à-dire quand ils seraient conformes aux siens.

Le député de la Loire-Inférieure constate ensuite que la France est actuellement placée sous l'influence du centre droit. Il se demande où ceux qui la gouvernent veulent la conduire, et la seule chose qui lui semble bien claire pour le moment, c'est qu'ils prennent « le régime et les lois de l'empire, sans l'empereur. »

« Ce que je puis affirmer, c'est qu'avant la discussion des lois constitutionnelles, l'Assemblée sera mise en demeure de choisir entre la république et la monarchie. »

Voilà qui est net. Il ne sera pas permis à la Chambre d'éluder plus longtemps la difficulté qu'elle-même s'est condamnée à résoudre en affirmant si souvent son pouvoir constituant, et si, ne pouvant pas faire la monarchie, elle ne voulait pas faire la république, « elle tomberait dans le ridicule et serait la risée du monde. »

C'est M. de La Rochette lui-même qui nous le déclare, sans croire manquer au respect qu'il doit à ses collègues.

COURRIER DE PARIS

Correspondance particulière du *Journal de Lyon*.

Dimanche 21 décembre.

Je sors du concert populaire du Cirque d'hiver dont le programme se terminait par des fragments des *Maitres chanteurs* de Richard Wagner. La musique de ce compositeur allemand, qui n'avait jamais manqué de soulever jusqu'à présent force sifflets, a été écoutée tranquillement cette fois. Les sifflets ne se sont donc point élevés à la sortie, et encore étaient-ils couverts par les applaudissements ; non peut-être que la salle contient beaucoup de fanatiques de Wagner ; mais l'on a fini par comprendre le ridicule de ces protestations.

Une des curiosités de la journée est la lettre de M. de La Rochette à un journal légitimiste de Caen. Vous remarquerez le ton de résignation quelque peu amère qui y règne à l'adresse du centre droit. M. de La Rochette déclare qu'il ne sait pas ce que le centre droit, aujourd'hui tout puissant, a l'intention de faire ; mais si son dossier est d'organiser subrepticement la république comme M. Thiers voulait le faire, il n'y réussira pas.

On sait que le maréchal Mac-Mahon presse l'élaboration des lois constitutionnelles, et M. de La Rochette estime que la discussion de ces lois n'aura pas lieu sans que la question de république ou de monarchie soit de nouveau posée.

Qu'arrivera-t-il alors ? Le centre droit donnera-t-il son concours à la gauche pour inscrire définitivement le nom de la république au frontispice de nos institutions ? On peut l'espérer, mais il est difficile de le croire.

Le centre droit réajustera-t-il, au contraire, à détacher du centre gauche assez de voix pour former une majorité orléaniste ? C'est encore plus douteux, surtout si la droite se tient ferme.

M. de La Rochette déclare cependant que l'Assemblée doit faire quelque chose si elle ne veut pas se déconsidérer tout à fait. Que veut-elle donc ? Mon Dieu ! Il ne serait pas impossible qu'il se ralliât à la république en désespoir de cause. Les légitimistes purs aimeraient

mieux cette solution que celle de la monarchie d'Orléans, et l'on peut s'expliquer ainsi les sacrifices auxquels l'auteur de la lettre parle de se résigner encore.

Il y a cependant à l'extrême droite une petite phalange qui continue à compter sur je ne sais quel miracle. M. de Cazenove de Pradines, l'ami particulier du comte de Chambord, frappait dernièrement sur l'épaule de M. Bethmont en lui disant : « Prenez patience, mon cher Bethmont, nous vous donnerons la monarchie, et vous finirez par reconnaître qu'elle peut seule sauver la France. »

J'ignore si la monarchie nous arrachera du jour au lendemain à un cataclysme ; mais ce que tout le monde voit, c'est que ces incertitudes nous perdent en détail. Le commerce de Paris traverse vraiment une crise terrible. Un grand industriel qui occupe ordinairement huit cents ouvriers, n'en a plus que deux cents aujourd'hui, et encore ne travaillent-ils pas toute la journée.

C'est de sa bouche même que je le tiens, et il me serait aisé de vous le nommer ; mais il ne le désire pas, et je me tairai même sur son genre d'industrie parce qu'un homme qui peut occuper huit cents ouvriers n'est pas commun dans l'importance de sa situation, et sur cette seule indication on l'aurait bien vite reconnu.

Cette stagnation est d'ailleurs universelle, et n'en est que plus funeste. L'état calamiteux de toutes les places a réagi sur la nôtre, et il n'y a guère de gens qui n'aient dans leurs relations des familles très-rudemment atteintes par les sinistres financiers de l'étranger. Ajoutez-y un manque de confiance qu'on ne peut maltraiter, et vous aurez le croquis de la situation.

Je ne sais pourquoi je vous écris cela. Qui peut mieux le savoir que les habitants de Lyon ! Un commerçant me disait : « Nous avons bien de l'ouvrage ; mais quand le travail ne fait pas d'entreprise à long terme, on peut dire qu'il ne va pas ; ce serait à nous à nous lancer, et peut-être n'y perdriions-nous pas ; mais nous n'osons pas ; la confiance nous manque. »

Heureusement que l'hiver est clément jusqu'ici. Les gens qui peuvent rester dans de bons appartements bien chauffés ou circuler avec un paletot de fourrures trouveront que le temps doux et brumeux que nous avons n'est pas sain ; c'est possible ; mais les misérables qui grelotteraient dans des mansardes par dix degrés de froid aimant mieux sans doute s'en tenir aux dix à dix degrés que nous avons au-dessus de zéro.

La Chambre continue d'éplucher le budget des dépenses. Que sera-ce quand nous en serons au budget des recettes ? Chacun apportera son impôt, impôt frappé sur le voisin, bien entendu, et dont le voisin, naturellement, ne voudra pas.

Les journaux, comme vous savez, sont très-menacés ; car on ne leur tiendra peut-être pas compte de ce qu'ils paient déjà sur le papier, et on parle de rétablir le timbre en leur faveur.

Le timbre, soit ; mais dans quelle proportion ?

Si c'est cinq centimes par numéro, il n'y a rien de plus inique. Songez que c'est 500 fr. par jour pour un journal qui tire à dix mille. Le *Figaro* qui tire à 60,000 paierait 3,000 fr., plus d'un million par an. Est-ce juste ?

Le ministère actuel s'épuise à forger des grilles pour mettre en cage l'esprit public. Loi sur la presse, loi sur la librairie, loi des maires, loi électorale. L'esprit public ne vaut pas grand-chose. Mais tout cela le changera-t-il ? J'en doute. En tout cas, il est triste qu'une nation ne puisse vivre que dans la licence ou avec le bâillon sur la bouche.

Pour en revenir aux impôts, il y en a un qui a beaucoup de partisans. C'est celui qui repose sur la révision cadastrale. Beaucoup de terres ont, dit-on, changé de valeur et de nature dans ces dernières années, et l'on pourrait trouver dans cette révision la source d'un revenu de 50 à 60 millions. Mais que dirait la propriété foncière ?

D'ailleurs, il faudrait plusieurs années pour établir cette nouvelle base d'impôts. Aussi les financiers qui croient médiocrement à l'équilibre du budget, et qui savent que nous ne sommes pas au bout de nos besoins, les financiers croient qu'un nouvel emprunt est inévitable. Il aurait peut-être été annoncé déjà, sans l'état des principales places de l'Europe.

La validation de l'élection du général Sausier a mis la discorde au camp bonapartiste. M. Eschassériaux, qui soutenait d'avoir autorisé aucune manœuvre, a vu mettre sous ses yeux par M. Argence l'autorisation d'afficher la dépêche envoyée par lui après le vote de l'urgence sur la loi Philippoteaux.

Les partisans du général Sausier ont riposté de la même façon. Aussi la commission chargée d'examiner l'élection a renvoyé les parties dos à dos, et décidé que dans tous les cas cette élection était valable. Onze membres seulement ont voté contre les conclusions du rapport de M. Ducarre, mais plutôt par mauvaise humeur que par aucune raison sérieuse.

Vous n'êtes pas sans savoir combien on s'est préoccupé, dans le monde littéraire, de connaître le nom de la femme à qui Mérimée a adressé ses *Lettres à une inconnue*. Bien des

hypothèses ont été faites. On a cru à une dame des environs de Grenoble, puis à M^{lle} B. de B.

Enfin, on a le mot de l'énigme. C'est M^{lle} Jenny d'Aquin, de Boulogne-sur-Mer, qui est maintenant assez âgée. Ce nom m'a été dit hier soir et certifié par un futur académicien qui ne m'a pas recommandé le secret. N.

LETTERE D'ITALIE

(Correspondance particulière du *Journal de Lyon*.)

Rome, 19 décembre 1873.

En attendant que l'on se mette sérieusement en mesure de réorganiser notre armée et notre marine sur le triste état desquels les rapports des ministres compétents nous ont récemment renseignés d'une façon si douloureuse, la Chambre va avoir à s'occuper d'un projet d'une importance considérable : il s'agit de l'instruction obligatoire.

Parmi les nations de race latine, l'Italie a été la première à se prononcer, il y a bientôt quinze ans, en faveur de l'instruction obligatoire, qui, ainsi que vous avez eu le malheur d'en juger à vos dépens, a produit en Allemagne de si brillants résultats.

Mais une chose est d'inscrire un principe dans une loi, autre chose de le faire passer dans les mœurs et dans les faits, surtout au milieu des difficultés politiques et financières que la péninsule a eue à surmonter. Et faute d'écoles, faute d'un personnel enseignant suffisant, faute de bonne volonté de la part des intéressés, la loi du 13 novembre 1859 était restée à peu près lettre morte, lorsque l'année dernière le ministre de l'instruction publique se décida à aviser aux moyens de la rendre exécutable.

Le projet préparé dans ce but se bornait à donner aux communes déjà en possession d'écoles, un recours légal contre les pères de famille oublieux de leurs devoirs, et à provoquer la création d'écoles dans les communes où il n'en existait pas, en assignant de droit à la première catégorie de chaque classe lors de la levée annuelle, les jeunes gens ne sachant ni lire ni écrire. Malgré son insuffisance notoire, ce projet allait être voté, sur les conclusions favorables de la commission, lorsque le nouveau ministre, M. Scialoja lui en substitua un qui va être discuté cette semaine.

En voici les principales dispositions :

Dans un délai de trois ans, toutes les communes du royaume devront avoir ouvert les écoles élémentaires nécessaires et avoir assigné aux maîtres et maîtresses un salaire variant selon la classe de 700 à 600 francs.

Les pères ou tuteurs qui, sans faire instruire leurs enfants ou pupilles à domicile ou dans les écoles privées, ne les auront pas envoyés aux écoles publiques, seront passibles d'une amende de 10 à 100 francs, amende qui sera également applicable en cas d'absence non motivée de plus de cinq jours par mois et de plus de dix jours par six mois.

Une année à partir du jour où la présente loi sera devenue obligatoire, aucun citoyen s'il ne sait lire et écrire ne pourra être nommé à aucun poste ou emploi rétribué par l'Etat, la province ou la commune.

Et après trois années écoulées, quiconque, à l'occasion de la levée, ne saura pas lire et écrire, sera compris dans la première catégorie, quel que soit le numéro qui lui aura été attribué par le sort.

Tel est le projet qui va être discuté cette semaine à moins que la Chambre, comme il en est question, ne se proroge jusqu'au 20 janvier ; la commission l'a adopté, il n'est pas douteux qu'il ne soit voté à une grande majorité, le désaccord entre le ministre et la commission ne portant que sur la façon dont seront créées les ressources des communes pour subvenir à cette dépense relativement considérable.

Si cette loi ne nous fait pas de l'argent, du moins nous fera-t-elle des hommes ; elle peut d'ailleurs être considérée comme le corollaire de la loi électorale, prise en considération le 16 par la presque unanimité de la Chambre, et dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Sont électeurs tous les Italiens domiciliés dans l'Etat, qui ont accompli leur vingt et unième année et savent lire et écrire. »

Je dois ajouter, pour être dans le vrai, que cette obligation de savoir lire et écrire pour jouir de ses droits d'électeur resterait sans efficacité sans la loi sur l'instruction obligatoire ; car, dans notre malheureux pays, où à peine un cinquième des citoyens a le droit de voter, les électeurs sont d'une apathie qui n'est guère comparable à celle des députés, et il faudra sans doute encore beaucoup de temps pour inculquer au pays la conscience de ses devoirs politiques.

Lui, on ne se fait guère nommer député que pour jouir de la franchise postale et profiter des permis de circulation sur tous les chemins de fer de l'Etat que donnent les fonctions parlementaires.

Il y a là un abus auquel d'ailleurs le gouvernement va prochainement remédier.

La franchise postale qui n'existe pour les membres du Parlement ni en France, ni en Angleterre, ni en Belgique et qui a été abolie aux Etats-Unis le 31 janvier de cette année, est à la veille d'être supprimée en Italie.

Un projet de loi dans ce sens a été déposé par le ministre des finances, limitant désormais la franchise au roi et au saint-Père.

Pour les correspondances du gouvernement, de la Chambre ou du Sénat, il sera créé des timbres-poste spéciaux fournis par le ministère des finances et le montant de la somme employée à cet objet figurera aux budgets des diverses administrations.

Du rapport qui précède les articles de la future loi

et qui limitera dans une certaine mesure les scandales tripotages financiers de nos agents ; c'est l'impôt sur les négociations des titres de Bourse.

Hier a eu lieu la première réunion des délégués des agents de change des Bourses italiennes pour examiner ce projet d'impôt. Milan, Turin, Florence et Livourne ont envoyé des délégués. Palerme et Messine se sont fait représenter de leur côté par deux agents de change de Rome.

On sait que la résistance de nos hommes de finances porte plus sur le mode d'application et le chiffre de l'impôt que sur l'impôt lui-même.

Tout porte à croire qu'il sera adopté. Sera-t-il profitable au trésor, et ne trouvera-t-on pas un moyen de tourner la loi ? La est la question.

Une autre nouvelle financière qui vous intéresse plus directement :

Pour en finir avec les abus auxquels donnait lieu le paiement en or, hors de l'Italie, des coupons de la rente italienne, M. Minghetti a transmis à la maison Rothschild, de Paris, la légation italienne, en général, à tous les agents consulaires des instructions en vertu desquelles les détenteurs de rente italienne, à l'étranger, devront déclarer sous serment que les titres, par eux présentés sont réellement de propriété étrangère et n'appartiennent ni à des sujets italiens, ni à des établissements de crédit également italiens.

Ce système, qui correspond à l'affidavit des Anglais, sera appliqué au paiement du coupon de janvier.

On s'occupe toujours beaucoup ici des cardinaux qui doivent être nommés lundi prochain, par le pape. Plusieurs listes sont publiées par les journaux, mais il est assez difficile de dire quelle est la bonne. Peut-être ne sont-elles ni les unes ni les autres. Tout ce que je puis dire, et ce qui vous concerne, c'est que votre ambassadeur auprès du saint-siège, M. le comte de Courcelles, qui avait déjà complètement échoué dans ses efforts pour faire comprendre l'archevêque de Lyon, M. de Genoulhiac, dans la future promotion cardinalale, n'a pas été plus heureux pour M. Dupanloup auquel on ne pardonne pas son rôle dans l'intrigue fusionniste.

Les gardes nobles désignés pour aller porter la barrette aux futurs cardinaux dont la résidence est à l'étranger, sont MM. Colacicchi, Serardini, de Solis, de Cinque, Crespioldi, Salimei et Sarrazani.

Les deux premiers iront en France, M. de Solis en Portugal et M. Sarrazani à Vienne.

On sait que cette mission est pour les gardes non-seulement un honneur mais encore une source de profit, sans qu'il y ait à faire la moindre dépense, car les frais de voyage leur sont entièrement payés par le pape.

Autrefois, sous le gouvernement pontifical, la barrette cardinalale était portée aux nouveaux dignitaires par les courriers de cabinet, lesquels recevaient de la cour romaine 60 écus d'or romains à titre d'indemnité de voyage et 3 écus par relais. Dans presque toutes les cours catholiques, il était stipulé en leur faveur une somme considérable qui, pour la France, l'Autriche et le Portugal, montaient à 1,000 écus d'or.

En outre, en recevant le chapeau, le nouveau cardinal faisait au courrier un présent en rapport avec ses moyens de fortune ; le courrier chargé de cette mission auprès du pape, de Hongrie, — qui sera promu lundi, — et de l'archevêque de Westminster, les deux plus riches prélats de la catholicité, réalisait ainsi un assez belle fortune, car il n'était pas rare que le nouveau prince de l'Eglise lui assignât une riche pension annuelle, sans compter les nombreux cadeaux offerts par la cathédrale, les paroisses et les prélats de l'entourage du cardinal.

Il est vrai que les courriers de cabinet étaient tenus de partager avec le prince don Camillo Massimo qui, en sa qualité de surintendant des postes, avait droit à la moitié des indemnités et présents offerts aux courriers ; mais ce n'était pas moins une bonne affaire pour les uns et les autres, et quand les gardes nobles réclamèrent et obtinrent pour eux l'honneur de porter la barrette aux nouveaux cardinaux, ce furent des protestations énergiques de la part de l'administration des postes.

Le pape obligea alors les apostoliques à payer 400 écus par chaque élection d'un cardinal étranger, la moitié de cette somme revenant au surintendant général, le prince Massimo, et l'autre moitié aux quatre courriers dépossédés.

Aujourd'hui, le prince Massimo est mort ainsi que trois des courriers de cabinet, sans qu'il leur ait été donné de successeurs. Mais, le quatrième, M. Filippo Bonacci est encore en vie, et l'indemnité lui reviendrait tout entière, si toutefois d'autres dispositions n'ont pas été prises au Vatican.

Quoi qu'il en soit, les gardes nobles auront à la suite de ces nominations un bénéfice qui n'est pas à dédaigner.

Un dernier renseignement. Vous n'ignorez pas que l'envoi de la barrette aux nouveaux cardinaux n'est, en quelque sorte, qu'une cérémonie préliminaire, qui précède le *riciemento* ou réception de chapeau. Ce n'est qu'à Rome même et en consistoire public que les cardinaux. Les cardinaux princes du sang ou de cardinaux reçoivent le sang royal sont seuls dispensés de venir à Rome pour cette solennité.

Cette année, les nouveaux cardinaux se trouvant dans l'impossibilité, par suite de l'occupation de Rome par les troupes italiennes, de se conformer au cérémonial établi pour leur préconsécration, ont reçu communication d'une circulaire à eux adressée par le préfet des cérémonies, et par laquelle le souverain pontife dispense les nouveaux princes de l'Eglise du *riciemento* et des solennités extérieures de coutume.

Ce *riciemento* et ces solennités auront lieu lorsque les circonstances permettront à Sa Sainteté de remettre le chapeau aux cardinaux dans un consistoire public.

AFFAIRE DU VIRGINIUS

CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS

Voici le texte de la convention conclue entre l'Espagne et les Etats-Unis, en vertu de laquelle le *Virginus* a été remis au gouvernement américain par l'autorité espagnole :

Les sous-signes, s'étant réunis dans le but d'entreprendre un arrangement définitif relativement à l'affaire du *Virginus*, pendant qu'il naviguait sous le pavillon des Etats-Unis, a été, le 31 octobre dernier, capturé en haute mer par le vaisseau de guerre espagnol *Tornado*, sont arrivés aux conclusions suivantes :

L'Espagne, de son côté, s'engage à rendre sans retard le navire en question, ainsi que les passagers et les hommes de l'équipage survivants, et à saluer, le 25 décembre prochain, le pavillon des Etats-Unis.

Cependant, si avant cette date l'Espagne venait à prouver à la satisfaction du gouvernement des Etats-Unis que le *Virginus* n'avait pas le droit de porter le pavillon des Etats-Unis et qu'au moment de sa capture il le portait illégalement et sans en avoir le droit, il serait spontanément renoncé au salut comme n'étant point nécessairement exigible en pareil cas ; mais alors les Etats-Unis comptent qu'en désavouant toute intention d'outrager leur pavillon dans l'acte qui a été commis.

De plus, si le 25 décembre 1873 ou avant, il est démontré, à la satisfaction des Etats-Unis, que le *Virginus* ne portait pas légitimement le pavillon américain, les Etats-Unis s'abstiennent d'une enquête et entameront des poursuites légales contre le navire si l'on trouve qu'il a violé une loi quelconque des Etats-Unis, et contre toute personne qui paraîtrait s'être rendue coupable d'actes illégaux se rattachant à cette violation ; mais il est bien entendu que l'Espagne, selon la seconde proposition faite au général Sidiès et communiquée par le télégramme de celui-ci, la à l'amiral Polo le 27 courant, procédera à l'examen de la conduite de celles de ses autorités qui ont enfreint les lois espagnoles ou les obligations contractées par les traités sera comparée devant les tribunaux compétents et punira celles qui se sont rendues coupables.

Les autres réclamations de part et d'autre devront être l'objet d'un examen et d'un arrangement entre les deux gouvernements, et, dans le cas où l'on ne s'entendrait pas, elles seront soumises à un arbitrage, si le sénat des Etats-Unis y donne son assentiment conditionnel.

Il est de plus stipulé que l'époque, le mode et le lieu de la remise du *Virginus* et des survivants parmi ceux qui étaient à bord au moment de sa capture, ainsi que l'époque, le mode et le lieu du salut à rendre au pavillon des Etats-Unis dans le cas où le salut devrait être rendu, feront l'objet d'un arrangement entre les sous-signes, à prendre d'ici à deux jours.

Signé : HAMILTON FISH.

JOSE POLO DE BERNABE.

ECHOS DE PARTOUT

On annonce l'arrivée à Paris de M. Henry Richard, le célèbre auteur de la motion en faveur de l'arbitrage et de l'amélioration du droit des gens adoptée le 8 juillet dernier par la Chambre des communes d'Angleterre.

On sait qu'une motion analogue vient d'être votée à l'unanimité par le parlement italien. Au moment où l'affaire du *Virginus* vient de rappeler l'attention sur ces questions, mises avec tant d'éclat à l'ordre du jour du monde civilisé, par l'affaire de l'*Alabama* l'an dernier, c'était une occasion à saisir que celle de recueillir de la bouche de l'homme qui s'est fait en quelque façon le Cobden de ce mouvement en Angleterre, les renseignements et les appréciations que mieux que personne il est à même de donner. Aussi n'a-t-il pas paru possible de le laisser traverser Paris sans lui demander au moins un de ces discours de dessert dans lesquels les Anglais excellent, et dans lesquels il excelle parmi ses compatriotes.

Un banquet doit être offert à cet effet aujourd'hui lundi soir à M. Henry Richard au grand Hôtel.

Un singulier ouvrage va paraître très-prochainement, à je ne sais quelle librairie : c'est l'histoire de Roch, l'exécuteur des arrêts criminels, avec le récit sommaire des expéditions les plus importantes qu'il a dirigées. On ne dit pas s'il y a des gravures.

L'auteur de ce morceau de littérature est M. Léopold Laurens, qui depuis longtemps accompagne M. Roch dans la plupart de ses voyages pour rendre compte des exécutions.

On peut dire qu'il connaît son sujet ; mais quel sujet, bon Dieu !

M. Léopold Laurens est presque lié avec M. Roch ; dernièrement, il le rencontre au moment où il allait partir pour une tournée dans les départements. Vous savez ce que cela veut dire.

— Eh bien ! lui dit Léopold, ça va-t-il un peu ?

— Mais, oui ; les affaires reprennent.

Vous verrez que cet ouvrage aura du succès. Mais pourquoi ne pas l'intituler les *Oeuvres de M. Roch* ?

En traversant la salle des Pas-Perdus de l'Assemblée nationale :

— Tous ces hommes que vous voyez là, mon cher, sont arrivés au pouvoir par le même escalier, c'est le cas de le dire.

— Hélas ! il y en a bien aussi qui y sont arrivés par un escalier à double révolution.

Le choléra continue à sévir en Allemagne.

En Prusse, on a enregistré du 22 mai au 6 décembre 44,959 cas de choléra suivis de 23,242 décès.

En Pologne, du 22 mai au 15 octobre 56,476 cas, suivis de 26,334 décès.

Dans la ville de Munich il y a eu, dans la journée de mardi, 20 cas et 19 décès, ce qui fait depuis la réapparition du fléau, qui date d'il y a quatre semaines, 1,766 cas et 907 décès.

On nous écrit de Lisbonne, le 14 décembre :

— Comme il est constant que l'exportation du blé va être reprise en Espagne sur une grande échelle, nous apprenons que la compagnie des chemins de fer du Nord et de l'Est a fait réparer 250 voitures spéciales pour le transport de ces céréales.

Un général passe l'inspection d'un régiment de ligne.

Après quelques manœuvres, on met l'arme au pied ; le général fait sortir un soldat des rangs.

— Avez-vous à vous plaindre de l'ordinaire ?

— Non, mon général, tout est excellent. N'y a-t-il que le pain qui n'est pas toujours assez cuit, et qui vous colle quelquefois à la gueule ?

— Fantassin, vous pourriez employer des expressions plus convenables.

— Pardon, mon général, c'est d'ici la mienne que j' parle. Je ne me permettrais pas d' parler comme ça d'ici la vôtre !

La question houillère

A LA SOCIÉTÉ D'ECONOMIE POLITIQUE DE PARIS

La question houillère a eu les honneurs de la dernière séance de la Société d'économie politique de Paris (1). M. Flotard, député du Rhône, membre de la commission parlementaire d'enquête sur l'industrie houillère en France, a pris l'initiative d'interroger la réunion sur les causes qui peuvent expliquer l'augmentation des prix et sur les remèdes, s'il y en a, à sa cherté croissante. Il s'en est suivi une intéressante discussion à laquelle ont pris part les membres les plus compétents de la réunion : entre autres MM. Wolowski, ingénieur de l'Assemblée nationale, de Labry, ingénieur des ponts et chaussées, Boucqueau, maître de forges en Belgique, J. Garnier, etc.

M. de Labry fait remonter la responsabilité de la hausse aux événements de 1870-71. A la fin de 1870 et au commencement de 1871, la guerre a paralysé la fabrication pacifique en France et en Allemagne ; les ouvriers de toutes classes ont été livrés à l'insécurité, pour être envoyés sur les champs de bataille. La grande industrie a suspendu son action en même temps que s'arrêtait la consommation de ses produits. Après la paix il a fallu regagner le temps perdu

et l'abondance anormale des demandes a produit la cherté. Les compagnies de chemins de fer qui étaient désapprovisionnées et l'industrie métallurgiste qui recevait des demandes de tous côtés à la fois en adressaient de semblables aux extracteurs de houille. M. de Labry a cité des chiffres qui donnent une idée des commandes auxquelles l'industrie métallurgique a dû faire face après la guerre en ce qui concerne seulement les voies ferrées.

Pour les rails d'acier, il n'avait pas été passé un seul marché par nos six grandes compagnies du 1^{er} juin 1870 au 30 juin 1871 ; il en avait été passé 12 par les autres du 1^{er} juin 1870 au 30 juin 1871 pour un total de 97,000 quintaux, au prix moyen d'environ 28 francs ; quatorze passés en 1872 pour 187,000 quintaux à environ 32 fr., et dans le premier semestre de 1873 huit passés pour 59,000 quintaux au prix moyen de 42 francs. Il suffit de rapprocher ces chiffres de ceux des années précédentes pour se rendre compte du surcroît des demandes pendant les mois qui ont suivi la guerre : en 1866 nos six grandes compagnies de chemins de fer avaient commandé 4,500 quintaux de rails d'acier à 31 francs ; en 1867 39,000 quintaux à 47 fr. ; en 1868, 79,000 à 39 fr. ; en 1869, 34,000 à 31 fr.

M. de Labry pense donc que la crise actuelle est accidentelle et prendra fin d'elle-même quand les demandes de la consommation seront rentrées dans leur marche régulière et normale, il pense que le mouvement de recul des prix qui s'est déjà manifesté dans les cours de la houille se continuera et que ceux-ci reviendront à leur évolution d'avant 1870.

M. Boucqueau, membre de la chambre des représentants en Belgique, considère aussi la crise actuelle comme passagère, mais il est moins optimiste. Ce qui le frappe, c'est que le développement des industries qui emploient la houille est en quelque sorte illimité, tandis que l'extraction du charbon minéral est fortement restreinte. On crée d'une année à l'autre des établissements industriels ; mais ni dans les nouveaux bassins que l'on pourrait reconnaître, ni même dans les concessions déjà en exploitation, de nouveaux sièges d'extraction et surtout une population charbonnière ne s'improvisent pas. C'est l'œuvre de longues années.

Le remède à attendre de l'avenir est donc surtout dans un meilleur emploi du combustible. « Il y a quelques années, dit M. Boucqueau, beaucoup de machines à vapeur consommant 5 kilogrammes et plus de combustible par force de cheval et par heure ; on fait aujourd'hui des machines qui n'en consomment que 1 kilogramme, 1/2 et moins encore. Il pense que, grâce à certains progrès, (tel par exemple que le retour de la vapeur dans la chaudière après sa sortie du cylindre), la consommation pourra se réduire d'ici à quelques années à un demi kilogramme par force de cheval et par heure, soit au dixième de ce qui se consommait en moyenne il y a quelques années. La hausse si brusque et si considérable du combustible deviendra donc pour l'industrie et la consommation générale la source de progrès et d'améliorations durables. Ainsi le bien est quelquefois engendré par le mal.

S'il est vrai d'ailleurs que le développement de la production houillère est fortement bornée ; il est non moins certain que nos mines ne donnent pas, à beaucoup près, tout ce qu'on en pourrait attendre. On compte en France 132 concessions non exploitées, et malgré cela notre production qui était de 12,400,000 tonnes en 1869 s'est élevée à 15,900,000 tonnes en 1872. Ces chiffres qui ont été donnés la semaine dernière à la commission d'enquête parlementaire par M. de Boureuil sur les documents recueillis par le ministre des travaux publics, témoignent d'un accroissement rapide et qui pourra s'accroître dans la suite parallèlement aux besoins croissants de la consommation.

Certains auteurs ont cherché le remède à la cherté de la houille dans les vieux procédés de protectionnisme ou dans une intervention plus ou moins directe du gouvernement ; quelques-uns ont même proposé une taxe officielle qui serait imposée aux compagnies minières.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que la société d'économie politique de Paris n'a pas partagé un sentiment en opposition directe avec les principes fondamentaux de la science économique.

Les compagnies minières sont des entreprises privées, et par conséquent elles ne peuvent être soumises à un gouvernement à aucune qualité pour intervenir soit dans la fixation des prix de ventes, soit par toute autre mesure exceptionnelle ; l'ingérence administrative aurait pour premier résultat de gêner les exploitations, d'en éloigner les capitaux, de nuire à leur crédit, de paralyser en un mot leur développement ; elle conduirait à l'inverse du but proposé.

La question des houilles n'est pas, comme l'ont très bien dit MM. Wolowski et Joseph Garnier, une question dont la solution incombe au législateur. Celui-ci peut et doit examiner si la réglementation de la loi de 1810 ou le tarif douanier, ou l'assiette de l'impôt apportent quelques entraves à l'industrie minière, pour la faire disparaître ; mais il n'a rien à y voir directement. La solution sera résolue par la science et le progrès industriel ; elle n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale.

La nuit dernière, vers une heure du matin, le sieur Louis Paget, cultivateur, âgé de 65 ans, qui logeait depuis 24 heures au restaurant Petit, rue Bécheweil, 1, sortait de sa chambre, située au 1^{er} étage, pour se rendre aux lieux d'aisance. Il prit malheureusement la croisée, dont l'appui est peu élevé, pour la porte, et tomba sur un toit, puis sur le sol de la cour.

Dans sa chute, le malheureux s'est fait de très fortes contusions à la tête et au bras droit.

Il a été transporté à l'Hôtel-Dieu.

Connaissez-vous rien d'ennuyeux ?

C'est de s'occuper de tout ce qu'il faut mettre dans une enveloppe de lettre.

Adresser, timbrer, quel ennui !

Tout un jour et toute une nuit !

N'y suffirait ; c'est pitoyable !

Petits cartons, allex au diable !

C'est un point bien décidé. Non, je n'exposerais plus mon nom.

Tout brillant sur votre surface,

A recevoir quelque grimace

Des sots et des indifférents.

Quant aux amis et quant aux gens

D'esprit et de cœur, courrons vite

Leur faire une franche visite.

Dès qu'ils nous auront le temps

De deviser quelques instants.

Si je Posaix, je dirais même :

C'est mal d'envoyer du carton

A ceux qu'on estime et qu'on aime.

Quant aux autres, que leur doit-on ?

Alerte, écailles ! Ne vous contentez pas

D'ouvrir les huîtres, ouvrez l'œil.

Dernièrement, raconte un journal de Paris, une écaille, en ouvrant des huîtres de Marrennes à la porte d'un restaurant de la rue Montmartre, en trouva une excessivement dure et toute bosselée.

Comme elle lui donnait beaucoup de mal pour l'ouvrir, l'écaille impatientée allait la jeter dans le panier des écailles vides, lorsque l'huître céda à une dernière pression de l'instrument : ce fut heureux, car elle contenait une perle qu'un joaillier acheta à l'écaille 640 fr.

Voici un fait d'hygiène publique qui doit intéresser tous ceux qui boivent du vin.

M. Fardos a présenté à l'Académie des sciences de Paris, dans sa séance du 10 novembre dernier, une note dont l'un des buts est de signaler les inconvénients qui résultent de la présence du plomb qui reste dans les bouteilles après qu'elles ont été rincées avec de la grenaille.

Un essai fait dernièrement à Genève confirme cette observation. Le plomb s'attache au verre lors même que la bouteille est lavée plusieurs fois à l'eau chaude et à l'eau froide.

Tout le monde sait, dit M. Fardos, que l'on est dans l'usage de nettoyer avec du plomb les bouteilles destinées à contenir des liquides alimentaires ou médicamenteux ; et les tonneliers, avant de passer celles-ci au plomb, de sorte que les huîtres restent nettement et sans le moindre plomb adhérent, mais encore celui qui peut y rester par suite d'un lavage insuffisant ; ce qui fait que le vin dont on les remplit se charge d'une quantité plus ou moins grande de sel de plomb, et devient plus ou moins dangereux pour la santé.

GRAND - THÉÂTRE. — On éprouve encore quelquefois du plaisir à entendre ces bons vieux drames d'autrefois, bien présentés, bien surchargés d'assassinats à coups de pistolet bourrés d'intravissances, où la vertu fluit toujours par terrasser le vice, et à la suite desquels les têtes des quatrièmes passent deux ou trois nuits blanches à se ressouvenir des épisodes de la soirée et des coups de poing du premier rôle.

Mandrin est certes un des types les mieux réussis de ces pièces comme on n'en fait plus, mais comme on devrait bien faire, car elles valent mieux et détraquent moins les esprits que les *Merveilles* ou que les *Liquieurs d'or* dont le public parisien s'abreuve avec tant de délices chaque soir.

L'interprétation de notre troupe dramatique laisse sans doute à désirer, et, sauf MM. Chatalein, Méhénard, Emmanuel de Guillemot, M^{lle} Eugénie Petit et Blénauc qui ont un certain acquis, le reste était de beaucoup au-dessous du médiocre.

Mais bast ! qu'importe au public du dimanche si les artistes ont du talent, pourvu que les fusils ne ratent pas, que la mise en scène soit bien soignée, que les flammes de bengale éclairent convenablement les *artistes* et que les chevaux piaffent sur la scène du théâtre.

C'est dire assez que *Mandrin* a eu un grand succès hier soir, car on sait avec quel soin méticuleux l'administration soigne tout ces petits détails qui constituent à eux seuls une partie du succès de ces œuvres.

Applaudissements, rappels, hurlements, rien n'a manqué, et *Mandrin* a pu subir son supplice au milieu des trépidations enthousiastes d'une foule en délire.

Après quoi, nous avons réentendu avec plaisir les *Musquétaires* de la *Reine* bien interprété en général, surtout du côté des hommes.

A bientôt l'*Africaine*, comme on sait.

La séance de musique de chambre donnée hier par M. Ten Have, à la salle Philharmonique, avait attiré une société nombreuse, composée de l'élite du public lyonnais.

La réunion d'artistes émérites chargés de frayer le programme, ne pouvait moins faire que de remporter un très-grand succès.

Un quintette de Spohr a été exécuté à la perfection, surtout le *finale vivace*.

Un délicieux quatuor de Volkmann a eu les honneurs de la séance.

Un duo, pour piano et violoncelle, exécuté par M^{lle} Ten Have et M. Merlen, terminait le concert. Ce morceau, surtout l'andante, a provoqué également de chaleureux applaudissements.

En somme, grande perfection dans l'exécution, beaucoup de style, d'art et d'école, tel est le résumé de cet intéressant concert.

Nous avons parlé, il y a une huitaine de jours, de vols qualifiés commis à la fin du mois dernier et au commencement de ce mois, dans les communes d'Ecully, etc., etc.

Les deux principaux malfaiteurs dont nous avons annoncé l'arrestation, sont les nommés Jean Sivel et Auguste Brion.

Nous apprenons qu'un troisième coupable, Pierre Révilin, vient d'être également arrêté.

Enfin une réceuse, nommée André, a été écrouée il y a trois jours.

Hier, vers 9 heures 1/2 du matin, un cheval attelé à un tombereau chargé de graviers, stationnant seul sur le bas-port de l'avenue du Parc, en attendant les chevaux de renfort qu'il était allé chercher son conducteur pour pouvoir monter la rampe.

Ce cheval attelé a pris peur et s'est mis à reculer avec le véhicule chargé, qui est tombé dans le Rhône.

Le tombereau s'est brisé, mais le cheval a pu être retiré sain et sauf.

La nuit dernière, vers une heure du matin, le sieur Louis Paget, cultivateur, âgé de 65 ans, qui logeait depuis 24 heures au restaurant Petit, rue Bécheweil, 1, sortait de sa chambre, située au 1^{er} étage, pour se rendre aux lieux d'aisance. Il prit malheureusement la croisée, dont l'appui est peu élevé, pour la porte, et tomba sur un toit, puis sur le sol de la cour.

Dans sa chute, le malheureux s'est fait de très fortes contusions à la tête et au bras droit.

Il a été transporté à l'Hôtel-Dieu.

Connaissez-vous rien d'ennuyeux ?

C'est de s'occuper de tout ce qu'il faut mettre dans une enveloppe de lettre.

Adresser, timbrer, quel ennui !

Tout un jour et toute une nuit !

N'y suffirait ; c'est pitoyable !

Petits cartons, allex au diable !

C'est un point bien décidé. Non, je n'exposerais plus mon nom.

Tout brillant sur votre surface,

A recevoir quelque grimace

Des sots et des indifférents.

Quant aux amis et quant aux gens

D'esprit et de cœur, courrons vite

Leur faire une franche visite.

Dès qu'ils nous auront le temps

De deviser quelques instants.

Si je Posaix, je dirais même :

C'est mal d'envoyer du carton

A ceux qu'on estime et qu'on aime.

Quant aux autres, que leur doit-on ?

Alerte, écailles ! Ne vous contentez pas

D'ouvrir les huîtres, ouvrez l'œil.

Dernièrement, raconte un journal de Paris, une écaille, en ouvrant des huîtres de Marrennes à la porte d'un restaurant de la rue Montmartre, en trouva une excessivement dure et toute bosselée.

Comme elle lui donnait beaucoup de mal pour l'ouvrir, l'écaille impatientée allait la jeter dans le panier des écailles vides, lorsque l'huître céda à une dernière pression de l'instrument : ce fut heureux, car elle contenait une perle qu'un joaillier acheta à l'écaille 640 fr.

Voici un fait d'hygiène publique qui doit intéresser tous ceux qui boivent du vin.

M. Fardos a présenté à l'Académie des sciences de Paris, dans sa séance du 10 novembre dernier, une note dont l'un des buts est de signaler les inconvénients qui résultent de la présence du plomb qui reste dans les bouteilles après qu

comme inférieure à Versailles, en ce moment plus qu'aujourd'hui une sorte de préface de la retraite. Exemple, M. de Talhouët, qui est venu de Nantes, et qu'on a vu à présent avec la formule « appelé à d'autres fonctions ».

Il est vrai qu'on a promis à M. de Chambon de le porter prochainement au grade supérieur de la Légion d'honneur. Elle est l'apanage des échanges qui se font entre fonctionnaires. Et l'on veut rendre du prestige à l'ordre. Je ne m'étonne, pour moi, que d'une chose, c'est de voir des gens méritants y tenir encore.

Le préfet de la Nièvre vient d'interdire dans son département certains almanachs dans lesquels l'indigne de la disette. Vous savez ce qu'on est capable d'écrire et de lire dans ce beau pays de France. Il s'agit ici des almanachs apocryphes des criminels de la commune.

Le préfet de la Nièvre a bien raison d'empêcher quelques obscurs meurt-de-faim de répandre l'empoisonnement des campagnes de leurs gâtements coupables ou naïves. Mais quand le gouvernement prendra-t-il aussi des mesures contre d'autres rapsodes non moins coupables et aussi coupables de certains écrivains qui disent ordre moral.

Il faut dire les choses comme elles sont. Ni l'appel ni le Corsaire ne m'inspirent de tendresse, et, s'il dépendait de ma seule volonté, je les supprimerais à tout jamais, ils ne vivraient plus longtemps. Mais il n'y a rien chez eux de comparable à ce qu'on voit dans les *Gaulois*, *Figaro* et autres *Figaros*.

C'est là que s'étaient toutes les végétations humaines qui nous rongent, et, ce qu'il y a de pire, ce n'est pas que cette littérature empreinte de gâtement puisse se produire, mais c'est qu'elle ne soulève le cœur de personne. Ce qu'on appelle les classes dirigeantes, les honnêtes gens comme les nomme le *Figaro*, se nourrissent des productions d'une bande de pseudo-rues littéraires qui devraient aller à la poubelle dans un coin quelconque que Napoléon I^{er} eût envoyé à un régiment.

Le *Figaro* et autres interviennent pour qu'on prenne sur cette résolution et pour qu'on fasse grâce au théâtre et aux auteurs, à la condition de quelques coupures.

Voilà les évangélistes de la France. D'un côté les classes populaires livrées à l'ignorance et aux excitations les plus basses; de l'autre les classes éclairées caressées dans leurs préjugés, sur vanité et leurs passions par des écrivains sans dévouement de scrupules. On ne sait, entre les deux maux, lequel choisir, et l'on se prend à s'étonner que la France ne soit pas avec tout cela encore plus malade qu'elle ne l'est.

Vous devez penser qu'avec une pareille œuvre je ne suis pas le moins du monde disposé à plaider les auteurs et l'impression de la *Liquette d'Or*, opérée qu'on a commencé à jouer au théâtre des Menus-Plaisirs et que le gouverneur de Paris vient d'interdire.

Je n'aurais pas lancé l'interdiction; mais, puisqu'elle a été donnée, il faut la maintenir. L'état public qu'il appartient de faire jusqu'à l'œuvre semblable; mais, une fois que le pouvoir s'en est mêlé, il ne doit rien retirer, car cela ferait croire de l'indulgence.

Voulez-vous, pour prendre quelque chose de plus gai, que je vous raconte la façon causeuse dont on a découvert l'*Unconquie*, de Taine, dans la préface qu'il a mise à la tête des lettres, s'était complètementompé. Il parlait toujours de l'Anglais. — N'avait point d'Anglais.

A chercher bien connu mais que je n'ai pas besoin de nommer, peu content de la manière dont on expliquait ce rébus, alla chez Michel Lévy, et lui demanda le manuscrit. — D'abord je n'ai pas de manuscrit, lui répondit le prince de la librairie, je n'en ai jamais eu, on n'a mis entre mes mains qu'une copie, et, sur cette copie, vous savez bien manuscrit, si vous trouvez quelque chose.

Le curieux prit cependant cette copie. Une adresse s'y trouvait, mais couverte de bouillottes; en un mot, elle avait une visible intention et indéchiffrable. Ronan seul avait découvert sous les patés d'encre: à madame (ou mademoiselle) Jenny... C'est l'avantagé pas beaucoup, sinon à connaître qu'elle était anglaise, et comme certains passages des lettres semblaient s'adresser à l'Anglais, MM. Ronan et Taine n'en doutent plus.

La personne que j'appellerai M. X..., plus diligente, rentra chez elle, relut les deux lettres en notant tous les traits de nature à sur une lumière quelconque sur l'identité de l'inconnue, et remarqua, entre autres, que son oncle, présent sous les drapeaux à une certaine époque, avait été présenté à M. de S... M. X... alla donc trouver M. de S..., tâcha de réveiller ses souvenirs, et lui cita les cinq versions qu'il avait cru déchiffrer: Legain, Dagnin, etc. — A force de tourner, arriva au nom que je vous ai donné hier.

D'autres preuves le confirmèrent, et particulièrement celle-ci qu'une demoiselle ainsi nommée avait été jadis dame de compagnie d'une Anglaise, à Boulogne-sur-Mer. Le problème était donc résolu, et l'on parait ne plus avoir de doute à cet égard.

Ainsi, besoin maintenant de vous dire que l'attention du public n'est pas aujourd'hui à ces détails. Elle est tout entière à la note publiée ce matin par le *Journal officiel*, en réponse à certains articles de *Paris-Journal* qui auraient pas mérité cet honneur s'il était, à la fois, court, une ineptie trop grosse pour faire son chemin.

Vous avez noté, un lendemain du procès de la république attitude prise par une partie de la presse et principalement par le *Figaro* bonapartiste. Ces journaux, qui ont leur dossier des éléments belliqueux de 70, et dont les patrons devraient être traités en justice criminelle pour avoir trompé le pays aux abîmes, ont poussé des déclarations au lendemain de la sentence de condamnation, dans la pensée d'obtenir peut-être, non du colonel Stoffel, non du commandant

dant Magnan et autres, mais de membres du gouvernement de la défense nationale. Tandis que le maréchal Leboeuf et des aides de camp et qu'on repartit de M. de Talhouët comme ministre, de M. de Talhouët qui affirme au Corps législatif avoir vu une dépêche qui n'existait pas, les journaux dont il s'agit n'ont pas eu honte d'enterrer la sottise et triste campagne qui s'est déroulée depuis quinze jours dans leurs colonnes.

Paris-Journal s'y est distingué. Son rédacteur est, je crois, un ancien officier, nommé M. Grimal, qui a déjà écrit à la *Patrie*, et qui ferait mieux de ne rien écrire. La note de l'*Officiel* est, dans sa concision, une admonestation et un désaveu dont il faut espérer que l'on tiendra compte. Mais encore une fois, monsieur, quelle presse, et quel monde que le monde du journalisme!

Je sors à l'instant d'une autre caverne, située, celle-là, place Vendôme, au ministère de la justice, dont les salons sont ouverts pour une vente au profit des écoles professionnelles. Ah! qu'il est difficile de sauver sa bourse des mains des dames, et comme les plus honnêtes savent s'y prendre pour vous dépouiller comme si elles n'avaient jamais fait autre chose. M^{mes} Duval, Dufaur, Feuille de Conches, etc., ont dû encaisser beaucoup d'argent, si j'en juge par ce que j'ai vu dans une demi-heure.

ASSEMBLÉE NATIONALE
Séance du lundi 22 décembre.

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET.
A 2 heures 1/2 la séance est ouverte.
Le procès-verbal de la séance de samedi dernier est lu par M. Cazenove de Pradines, l'un des secrétaires de l'Assemblée, et adopté sans observation.

Plusieurs demandes de congé sont formulées et accordées.
L'Assemblée adopte sans contestation divers projets de loi d'intérêt local. Les uns approuvent l'établissement de surtaxes sur les vins ou les alcools à l'octroi de Tannings, de Saint-Julien, de Cluses (Haute-Savoie), de Lamapal (Finistère), de Saint-Dié (Vosges).

L'ordre du jour appelle ensuite le scrutin pour la nomination d'un conseiller d'Etat en service ordinaire.
Un huissier tire d'abord au sort le nom des trente-six scrutateurs qui doivent être chargés de faire le dépouillement.

L'opération du scrutin commence aussitôt après ce tirage.
Il est deux heures trois quarts.

Le scrutin pour la nomination d'un conseiller d'Etat en remplacement de M. Odilon Barrot est fermé à 2 heures 25.
Le dépouillement est effectué par les scrutateurs dans une salle voisine des délibérations.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion du budget du ministère des finances (dépenses) pour l'exercice 1874.
L'Assemblée est restée samedi dernier au chapitre 51 (fraies de perception des contributions directes et autres).

M. Raoul Duval, après avoir proposé sur ce chapitre une augmentation de 50,000 francs pour la conservation, cette année, des perceptions urbaines qui peuvent être supprimées, d'après une loi récente, s'est borné ensuite à demander une augmentation de 5,000 fr. (cinq mille francs), le restant devant, d'accord avec la Chambre, être trouvé dans diverses économies particulières des finances.

M. Cornet a la parole. — L'amendement a été l'objet d'une discussion assez approfondie. Mais c'était à la fin de la séance. Il rappelle la question: La commission des services administratifs, par l'organe de M. de la Monneraye, a demandé une diminution de 50,000 fr. sur les remises aux percepteurs de la suite des perceptions urbaines. La commission du budget et le ministère des finances ont trouvé que la réduction était possible. Il s'agit de la réunion des perceptions des villes d'arrondissement, aux receveurs particuliers et de celles des chefs-lieux de département aux trésoriers-payeurs.

La suppression des perceptions a lieu par voie d'extinction. On a fait en 1873 une réduction de 36 perceptions, c'est-à-dire une économie de 48,700 fr. Le budget de 1874 porte une prévision d'économies de 50,000 fr. On ne saurait revenir sur une décision précédente de l'Assemblée quand elle n'est réellement pas justifiée.

L'amendement de M. Raoul Duval demande le rétablissement d'un somme de 5,000 fr. mais c'est une somme apparente seulement.
Au fond, M. Raoul Duval désire que l'Assemblée revienne au rétablissement des perceptions urbaines.

Les économies ne sont pourtant pas si faciles à obtenir qu'il faille renoncer aussi vite à celles qui ont été obtenues.
Il faudrait au moins attendre une plus grande expérience de la mesure qui a donné d'excellents résultats.

Le fonctionnarisme est déjà assez grand en France, mais qu'il soit de nouveau favorisé. (Mouvement d'attention.) Il ne faut pas faire des économies dont le résultat ne serait pas tel qu'on le présume et irait contre le but même que l'on veut atteindre. (La voix de M. le ministre est tellement faible que nous pouvons à peine distinguer ses paroles. En résumé, voilà ce que nous saisissons.) L'administration des finances a dû se rendre compte des avantages et des inconvénients que présente la mesure de la réunion des perceptions aux receveurs particuliers ou aux payeurs-généraux. Un inspecteur des finances a signalé déjà que cette réunion a créé des difficultés et un ralentissement dans le recouvrement des perceptions particulières. D'un autre côté, les trésoriers-payeurs ont beaucoup de travail.

Des agents irresponsables, que l'on a dû charger du recouvrement, ont montré également qu'il y avait des inconvénients très-sérieux pour le trésor aussi bien que pour les contribuables.
La commission du budget a interrogé le ministre des finances, il a donné son avis. Il le répète à l'Assemblée.

L'administration fera toutes les réformes possibles dans les perceptions, mais en s'entourant de garanties ministérielles.
Il faut donc procéder avec beaucoup de circonspection; car il y a des économies qui se traduisent par des pertes considérables. Ainsi, une économie sur les agents de l'administration a été de 5 à 600,000 francs, et elle a pour résultat une perte de 200 millions pour le Trésor.

Du reste, l'ajournement n'a pas de danger absolu et l'on peut attendre à l'année prochaine. (Très-bien.)
M. Delacour. — La commission des services administratifs aurait bien mal rempli son devoir si elle avait compromis les finances de l'Etat. Elle n'a que d'accord avec l'administration des finances, et M. Fould était de son opinion. L'expérience a été faite, et si elle n'a pas donné de meilleurs résultats, c'est que les grands fonctionnaires ont appliqué peut-être la mesure avec une extrême contrainte pour l'augmentation de travail qui lui incombait.

Pour le quartier est du même avis que M. Delacour. M. le ministre n'a pas vu de danger à ajourner la solution de la question à une année. On ne doit pas, d'ailleurs, oublier que les mesures financières comme les impôts ne peuvent être jugées dans un an. Il faut plus longtemps pour arriver à se bien rendre compte des choses. Du reste, il y a une économie réelle dans la mesure de la réunion des perceptions des villes aux recettes particulières, et un receveur particulier a autant de pouvoir qu'un percepteur, pour ce qu'il peut percevoir directement. Un receveur est responsable de tous les percepteurs de l'arrondissement. Aura-t-il moins de responsabilité parce qu'il recevra directement?

(Voir la fin aux dépêches.)

DERNIÈRES DÉPÊCHES

MATIN. — 7 HEURES.

Paris, 22 décembre, 8 h., 40 s.

FIN DE L'ASSEMBLÉE

Sur le chapitre 72, M. Lefebvre dit qu'un projet de loi sera déposé relativement à une convention avec la compagnie transatlantique dont il a été question.

Il ajoute que les négociations entamées avec les Etats-Unis pour une convention postale se poursuivent, ne sont ni rompues, ni interrompues.

Adoption des articles jusqu'au 88^e, et des premiers chapitres (ressources spéciales).

M. Fourcand adresse une question sur la convention conclue avec l'empire. Il dit que le contrôle de l'Assemblée est indispensable.

M. Desseigny répond que cette question, qui se terminera par une transaction, aurait été de la compétence des tribunaux. Il ajoute que le gouvernement saisisse l'Assemblée d'un projet relatif à cette transaction, qui, si elle est repoussée, sera déferée aux tribunaux.

M. du Temple demande que la discussion de son interpellation, concernant la nomination d'un ambassadeur auprès du roi d'Italie, vienne après la discussion du budget et avant la loi sur les maires.

L'Assemblée décide qu'elle viendra seulement après la loi sur les maires. Bourse faible; peu d'affaires.

Paris, 22 décembre, 5 h. 20 matin.
Imprimé du Boulevard, 93.35.

Le comte de Vogüé est arrivé à Constantinople.

New-York, 22 décembre.

Dix millions de dollars nouveaux bons 5 0/0, seront expédiés pour l'Europe samedi.

VARIÉTÉS

Lettre d'une Maman Raisonnable à une Jeune Mère

(Les livres à l'usage de l'enfance et de la jeunesse)

SECONDE PARTIE

(Suite. Voir le n° du 20 décembre.)

Ouf! c'est fat. Ce n'est pas, amusant, un compte de cuisine, mais c'est instructif. Comme cela coûte cher d'avoir tous les jours dix bouches à nourrir! Paris! tu ne te doutes pas de cela, toi, dans ta Cocagne, dans ta province. Tu ne sais pas que les poulets, c'est une ruine, que les filets, c'est un désastre, et que le beurre, c'est la mort à tout! Tu fermes tout, tu fais tout de ta main. On n'est plus jeune, il en est un de ces chapitres, le *Meilleur Ami*, que mon mari voudrait voir afficher sur tous les murs, dans les quarante mille communes de France, sur du papier blanc, à côté des discours politiques. Ce meilleur ami, c'est, l'as-tu deviné? — le travail. Tu donneras à la Julie la *Famille Chastet*, du même. C'est tout frais éclos de cette année. Cela lui montrera, à travers une histoire très-intéressante, très-vivante, où grouillent tout plein de bêtes et de gens, l'Angleterre et la Russie. Tu donneras à Louise les *Contes célèbres de l'Angleterre*, un choix très heureux, et adapté à merveille pour nous par M. de Vailly, avec beaucoup de goût.

Pour ton cadeau d'apparat à la petite de B..., prends la splendide édition des *Contes de Perrault*, illustrés par Doré. Elle a un défaut, quoiqu'elle soit superbe, quoique ce soit un gros livre, elle ne coûte que 25 ou 30 fr. Prends-en si tu as! Ah! si avant de le donner, la préface: si tu as par hasard des préjugés contre les fées, elle te les ôtera. Je t'en demande un peu! proscrire les fées à l'âge où l'enfant n'a encore que de l'imagination! Vouloir nourrir la raison sèche, alors qu'elle n'existe pas encore! A ce compte, ces messieurs de la science par trop pure seraient-ils venus de faire manger des biftecks à leurs enfants avant qu'ils aient fait leurs premières dents.

Pour les grands neveux, je pense à la belle édition en un seul volume de *Molière*, édition de Sainte-Beuve, s'il te plaît, et illustrée de six cents dessins par Tony Johannot. Ah! Johannot. M'est avis que tu n'as ni Granville, ni Granville des *Animaux peints par eux-mêmes*, ne sont remplacés. Les vrais talents se succèdent, mais ne se ressemblent pas, et c'est peut-être heureux: chacun donne son fruit. Johannot nous montre ses jeunes filles, ses femmes gracieuses et charmantes, mais personne ne dessinait de si beaux enfants de son temps, tandis que, grâce à Freilich et à Froment, les jolis enfants abondent aujourd'hui, au moins dans nos livres. Au *Molière* tu joindras le *Fontaine* illustré, d'Eugène Lambert. C'est le peintre qui a fait ces trésors de petits chats qui arrangeaient si bien, dans un de nos derniers salons, les balanciers des pendules. De qui distingue son illustration de la *Fontaine* de toutes les autres, c'est qu'il n'a pas cédé à l'idée de donner à la Fontaine plus d'esprit qu'il n'en avait. En lui en donnant autant, je trouve qu'il lui en a donné beaucoup. Son *Fontaine* est le mien. Il a de plus l'avantage, n'étant pas immense, d'être portatif. Je n'ai pas de goût pour les livres qui écrasent les tables. A Suzon, ta filleule, donne la *Comédie enfantine*, de Raisonnable. Elle apprendra ces petits vers-là par cœur, en attendant ceux de Florian et de la Fontaine, attendant ceux de Fontaine, et sera gentille en les récitant.

Je n'ai pas pensé à te le dire, mais la *Morale familière*, la *Comédie enfantine* et les trois quarts de la bibliothèque Hetzel sont couronnés par l'Académie; tous les Verne et bien d'autres ont eu ce grand honneur. Il faut lui savoir gré, à l'Académie, d'avoir osé, contre son ordinaire, couronner des livres dits aimés et gâtés de tous le monde, et d'avoir ainsi légitimé et contrôlé leur succès comme on fait pour l'or à la Monnaie.

A propos des *Contes de Perrault*, j'aurais dû te parler des *Contes du petit châtelet*, de Jean Macé. Depuis le *Petit Chaperon rouge*, on n'a rien fait de mieux, ni de si joli, ni de si blanc, ni de si étonnamment bien écrit. La bibliothèque Hetzel a un côté récréatif très riche, tu le vois, mais elle a aussi son côté éducatif. Ne frisonne pas. Les gens qui écrivent là-dessus se sont juré de tout rendre amusant. La *Bouche de pain*, de M. Macé, est célèbre; les parents l'ont de la bouche de leurs enfants. Les *Aventures d'un jeune naturaliste*, de Lucien Biart, et ses entretiens: *Entre Frères et Sœurs*, ne sont pour endormir personne. Lucien Biart, tu sais? c'est lui qui a semé dans la *Revue des Deux-Mondes*, sous ce titre: *Les Clients du docteur Bernagius*, ces jolies nouvelles que tu as remarquées à côté même de celles de Tourguenief.

C'est un beau don que le talent quand il fait

des livres utiles, de ceux qui vous apprennent tout ce qu'il est indispensable de savoir, des livres aussi amusants que ceux qui ne vous apprennent rien du tout.

Tu donneras au fils de M^{me} C... l'*Histoire sainte*, de M. Meissac, chaplain de Sainte-Genève, avec une illustration qui ne fait pas tapage, mais que les connaisseurs estiment singulièrement.

M. de Montalembert disait, entre tous, ces dessins de Gérard Séguin.
L'*Histoire du ciel*, de Flammarion, est, dans quelques passages, un peu sévère, mais il vaut bien la peine de se mettre sur la pointe des pieds pour toucher du doigt les étoiles, pour apprendre à fond ce que c'est que la lune et le soleil.

Il y a des choses étonnantes là-haut, et toutes dans un ordre admirable; cela les distingue des choses étonnantes d'ici-bas.

Ce côté éducatif de la bibliothèque Hetzel s'est enrichi cette année d'un chef-d'œuvre, car c'est à qui, parmi les maîtres, apportera son diamant à cet écor. L'*Histoire d'une maison*, comment se fait une maison de la cave au grenier, par Viollet-Leduc, est irrésistible. Elle monte, cette maison; de page en page on croit la faire soi-même. On est au coin de son feu successivement terrassier, briquetier, maçon, menuisier, sculpteur, vitrier, serrurier, architecte. C'est en vie comme un roman. Ces murs deviennent des personnages qu'on ne veut pas laisser là, on assiste à une création. Fais lire l'*Histoire d'une maison* à ton mari, et s'il arrive jusqu'au bout sans l'avoir enfin promis la maison de campagne qu'il te refuse depuis trois ans, et si la rage de bâtir ne le saisit pas, c'est qu'il est, lui, en pierre de taille.

La *Chambre des demoiselles*, de Cahours et Riche, l'apprendra de cette science, qui ressemble tant à la cuisine, mais a une cuisine faite par des membres de l'Institut. — Ce qu'il faut bien savoir. Le pot-au-feu, ma chère, est une opération chimique. Je finis par celui de ces livres qui m'avaient fait le plus de frayeur: les *Sciences usuelles* mises à la portée de tous, par un capitaine de frigate. Aurais-tu jamais pensé à lire ce livre-là, toi? Moi, j'y pensais, mais je ne le lisais pas. Mais s'il te vient l'idée de lire ce livre c'est mon fils aîné.

Maman, n'a-t-il dit, c'est un beau livre du monde. Après qu'on l'a lu, on sait tout: les chemins de fer, la navigation, la vapeur l'électricité, les télégraphes, les machines pour tout faire; on comprend tout, on n'ignore plus rien.

Il ne me paraît plus que du capitaine Louis du Temple. Ma foi! je me suis décidée; — et suis-tu ce qui m'est arrivé? — C'est que j'ai été si bien prise, qu'à mesure que je lisais, comme autrefois à la pension, je prenais des notes et faisais des résumés. Un rhume de huit jours m'y a aidée; mais il a eu de la chance, ce rhume-là: je l'ai bûni, et c'est le premier.

Que c'est bon d'apprendre, et que tous ces livres qu'on nous dit faits pour nos seuls enfants nous seraient un complément d'instruction utile à nous-mêmes, utile pour être moins sottes, pour sortir des chiffons et des médisances, et des conversations sans but, où il s'agit toujours de rien! Comme ils nous aideraient à nous associer à la conversation des hommes instruits, à nous intéresser à ces grandes choses qui touchent aux intérêts publics, et à côté desquelles nous passons comme des sourdes et comme des aveugles!

« Tout cela est bel et bon », vas-tu me dire, « mais je te parlais d'autre chose que de livres. » Il y a temps pour tout, chère Madame. Je vous parlerai demain de vos chiffons, j'ai chez vous modiste, je verrai votre couturière, je passerai chez votre marchand de dentelles et chez votre bijoutier aussi; mais si j'ai répondu au seul post-scriptum de ta lettre, c'est que, moi, je suis une vraie réponse. Tu ne t'en doutais pas? Si je suis parvenue à te convaincre, je n'ai pas perdu mes deux timbres. HÉLÈNE.

P. S. — Mais c'est donc décidément vrai, l'histoire des post-scriptum et de leur importance. Serait-ce parce qu'ils se composent surtout de ce qu'on allait oublier, et que l'esprit est fait de telle sorte que les trois quarts du temps ce qui l'occupe n'est pas le principal parmi ce qui devrait l'occuper?

Pour me punir, cette fois, je vais abonner, et de mes derniers deniers, monseigneur ton fils et mesdemoiselles les filles à l'œuvre à laquelle j'aurais dû donner la première place dans la revue que je viens de faire, car elle est la base et comme la mère de toute collection Hetzel, dont je viens te le causer.

Il s'agit du *Magasin d'éducation et de récréation*, créé et dirigé depuis neuf années par Stahl, Jules Verne et Macé avec un soin, un scrupule infinis. Figure-toi une sorte de *Revue des Deux-Mondes* des enfants (ce n'est pas la *Revue des Deux-Mondes* que je fais du tort par cette comparaison, elle est si grosse qu'elle ne peut pas toujours être parfaite), mais enfin je veux dire quelque chose de bon, puisque les enfants reçoivent leur numéro à leur nom, et je leur annonce à l'avance qu'ils auront la primeur d'un nouvel ouvrage de Verne, très-important: *Le mystérieux*, et d'un livre, inédit aussi, de P.-J. Stahl, qui, sous son titre *Jeunes filles*, fera, j'espère, leurs délices. Je suis abonnée, j'ai la fondation à cet excellent recueil. J'ai les dix-huit volumes, ni plus ni moins, et ce sont ces dix-huit volumes, ma chère, qui m'ont appris peu à peu à te parler à peu près doctement comme je viens d'oser le faire.

C'est à cette collection de bonne pensée, dites par beaucoup d'hommes dévoués et éminents, que je dois d'avoir horreur des mauvaises. J'ai été une jeune mère, moi aussi; je sais donc que ce n'est pas seulement un don de nature que d'être bonne mère, je sais que c'est une science aussi; je sais qu'il y faut de la volonté et de la réflexion. Eh bien, je serais à jamais ingrate si je ne te confessais pas que le *Magasin d'éducation* a été pour une bonne moitié dans les progrès que j'ai fait faire à ma chère nichée.

C'est ce recueil bienfaisant qui leur apportait tous les quinze jours, sans y manquer, jamais, alors que les distractions de ma vie de jeune femme m'en détourneraient quelquefois, toutes ces leçons pratiques de morale, de bonté, de sage pitié et d'instruction de toute sorte que les meilleures mères n'ont pas toujours le temps de donner à leurs petits, et que peut-être elles leur donneraient beaucoup moins bien. Mon mari ne donne pas d'autres étrennes aux fils et aux filles de nos amies, et pas un de ses petits abonnés ne le laisse en repos, tu peux m'en croire, quand vient la fin de l'an, tant qu'il n'a pas renouvelé leur abonnement. Il en fait chez nous, toutes les fois qu'il le peut, la lecture en commun. De là des causeries qui vont de suite sortent des banalités et des banalités trop ordinaires dans beaucoup de familles, de là une communication plus large entre l'esprit du père et la jeune intelligence des enfants. Dis-moi, chère Victoire, quand tu vas me répondre que tout cela n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde; dis-moi qu'un sermon venant à point d'une bouche amie t'a paru aussi intéressant que des balivernes, et je suis assurée qu'il ne se passera pas six mois sans que tu m'écrives qu'il est bon d'être une vraie mère, que c'est le cœur, que c'est la vie enfin remplie, et que tu es aussi heureuse que moi!

HÉLÈNE.

BULLETIN AGRICOLE ET COMMERCIAL

SITUATION GÉNÉRALE.

Depuis notre dernier bulletin, il y a eu, dans toutes les régions, une petite baisse sur les blés et les farines.

Les offres des détenteurs sont plus nombreuses contrairement à ce qui se passe chaque année à cette époque. Les marchés sont suffisamment approvisionnés.

Les nombreux arrivages, de la semaine dernière à Marseille, ont amené une baisse de 50 centimes par charge.

On nous annonce de nombreux chargements venant d'Amérique, mais les cours actuels des Etats-Unis ne nous permettent pas d'espérer une forte baisse à l'arrivée de ces apports.

L'Amérique, depuis le 1^{er} septembre jusqu'à la fin novembre, nous a expédié au moins 13 millions de bushels sur les 20 millions dont elle espère pouvoir disposer.

Les derniers avis reçus de la mer Noire sont unanimes à constater la faiblesse des rendements de la Russie. Certains districts sont, paraît-il, tellement épuisés, que les habitants sont presque réduits à la famine. On parle beaucoup de prohiber la sortie, même du seigle, dans tout l'empire russe.

MARCHÉ AUX GRAINS ET AUX FARINES

DE LA PLACE DE LA MAIRIE A LA GUILLOTIÈRE ET AU LOUVRE, A LYON

Farines, 1^{re} qualité, se sont vendues de 64 à 64 fr. 50 les 125 kilos.

Farines rondes, affaires calmes, de 58 à 59 fr. les 100 kilos.

Blés 1^{er} choix, se sont vendus de 35 75 à 36 fr. les 100 kilos.

Seigle du rayon, de 25 fr. 75 à 26 fr. les 100 kilos.

Orges de brasserie, 26 fr., de mouture, 22 fr. les 100 kilos.

Avoines, affaires calmes à 22 fr. les 100 kilos.

MARCHÉS EN GROS DES BESTIAUX DE LYON-VAISE

Pendant toute cette semaine les marchés d'animaux ont été fortement approvisionnés grâce aux beaux temps et aux loisirs que les travaux des champs laissent aux agriculteurs. Les porcs du marché sont littéralement encombrés du matin au soir de vendeurs et d'acheteurs, et les transactions continuent à présenter plus d'activité que la semaine précédente.

Marché du lundi 15 décembre 1873.

Nombre de porcs amenés, 1,698, — poids moyen, 100 kil.

1^{re} qualité a été vendue 116 fr. les 100 k.

2^e — — — 112 — —

3^e — — — 108 — —

Marché du mardi 16 décembre.

Nombre de bœufs et vaches amenés, 545, — poids moyen, 250 kil.

1^{re} qualité a été vendue 185 fr. les 100 k.

2^e — — — 170 — —

3^e — — — 165 — —

Marché du jeudi 18 décembre.

Nombre de moutons amenés 2,880, — poids moyen, 16 kil.

1^{re} qualité a été vendue 175 fr. les 100 k.

2^e — — — 170 — —

3^e — — — 165 — —

Marché du vendredi 19 décembre.

Nombre de veaux amenés, 627, — poids moyen, 75 kil.

1^{re} qualité a été vendue 110 fr. les 100 k.

2^e — — — 107 — —

3^e — — — 104 — —

En comparant ces prix avec ceux des marchés de la semaine dernière, on remarque que les bœufs et vaches ont haussé de 5 fr., tandis que les moutons ont subi une baisse de 10 fr., et les veaux et les porcs de 5 fr. par 100 kilos.

MARCHÉ EN GROS DE LA HALLE DES COR

L'exposition universelle de Vienne a été, sans contredit, l'événement de plus considérable de l'année qui va finir. Beaucoup de personnes avaient eu le projet bien naturel d'aller contempler les merveilles industrielles et artistiques rassemblées dans le palais grandiose de la Prater; mais les bruits exagérés du choléra, la crainte des vivres et des logements qui a été un moment excessive, ont dérangé ces projets et empêché bien des visiteurs d'aller voir le spectacle imposant offert par la capitale autrichienne du 1^{er} mai au 2 novembre 1873.

Fort heureusement pour ceux qui n'ont pas vu, le *Journal illustré de l'exposition universelle de Vienne*, organe officiel de la commission royale de Hongrie, publié en français, à Paris, rue Richelieu, 112, a reproduit, pour ainsi dire, au jour le jour, par la plume et le crayon, les différentes phases de ce grand tournoi international; et l'administration vient de mettre en vente un magnifique volume infolio, richement relié et doré, comprenant les 40 livraisons parues, soit 640 pages de texte et plus de 350 gravures, qui forment le compte rendu le plus complet et le plus varié de cette exposition si remarquable, autour de laquelle tant d'intérêts et de besoins

industriels et commerciaux viennent se grouper. Le caractère officiel de cette publication donne, en outre, aux lecteurs une garantie d'exactitude et d'authenticité pour tous les renseignements qu'elle contient. Enfin, son prix modéré met l'ouvrage à la portée de tous et en fait une lecture utile, instructive et agréable pour le jour de l'an.

Etrences 1874

ALPH^e BLACHE et C^e

PAPETERIE, MAROQUINERIE, BRONZE, OBJETS D'ART, SPÉCIALITÉ DE CARTES DE VISITE

Exposition: le Dimanche 21 courant, le Jeudi 25 courant. 2, rue Lafont.

DOCTEUR MOURGUE
dentiste
15, rue de Lyon, 15

Le Rappel publié en ce moment, dans son feuilleton, *Les Naufrageurs*, roman de mœurs contemporaines.

Les naufrageurs, ce sont ces pirates de terre qui allument des feux sur les côtes pour attirer les navires sur des écueils où ils se brisent, et qui recueillent ensuite les débris et les épaves du sinistre. La vie sociale a aussi ses naufrageurs et ses naufragés, d'honneur, de talent et de richesse; ce sont ceux-là que raconte le roman dont la publication a lieu dans le Rappel.

L'auteur, qu'on reconnaît sans peine à son esprit, à sa verve, à sa flamme, à cette fois saisi sur le vif et pénétré à fond les mœurs et les vices des dernières années de l'empire. Nous croyons que *Les Naufrageurs* auront un grand succès et un grand effet. Le livre, en même temps que l'ironie amère et supérieure, a l'intérêt poignant et profane. On n'avait pas,

depuis Balzac, amalgamé et fondu avec plus d'éclat et de réalité la comédie et le drame de la vie parisienne contemporaine.

Etrences 1874

MAROQUINERIE EXTRA RICHE

Sacs et Necessaires

49, RUE DE LYON, 49

Etrences 1874

Etrences 1874

Etrences 1874

Etrences 1874

FAIENCES D'ART
de Gien, Nevers, Nancy, 11, avenue du Parc.

MACHINES A COUDRE
La meilleure couseuse du monde est la nouvelle machine

L'UNIVERSELLE AMÉRICAINE
propriété exclusive de la maison BLACHE et C^e. — Pour 25 francs on devient propriétaire de cette machine INCOMPARABLE, ou d'une machine ELIAS HOWE, HURTY, SINGER, BERTHIER, POUGET, WHEELER et WILSON, SILENCIEUSE, etc.

Nachetez pas de machine à coudre sans visiter les magasins BLACHE et C^e, ancienne maison A. B. HOWE, 44, place de Lyon, et rue Childebert (ancienne place Impériale), Lyon.

N. B. — Leçons données à domicile par M^{me} J.-P. Mollière et Blache. 979

Chapellerie
RIVIER sœurs, rue Centrale, 43, et rue de l'Hôtel-de-Ville, 86.

Chaussures
Maison SIMIAN, aux Médaillures, rue de l'Hôtel-de-Ville, 74.

Machines à Coudre
BLACHE et C^e, place de Lyon, 44, angle de la rue Childebert. Leçons données par M^{me} J.-P. Mollière et Blache.

Ganterie
AU GANT DE SUÈDE, rue de Bourbon, 16, au 1^{er} étage. Mercerie, chemises sur mesure, bon goût et marché.

A CEDER à Lyon la moitié d'un établissement à primes fixes contre l'incendie. — Rues portefeuille. — Excellentes remises. — Traitement. — Adresser les demandes avec timbre B. P., poste restante à Lyon.

IMP. H. STORCK, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, 78.

ANNONCES LÉGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

Etude de Me RUBY, avoué à Lyon, rue Centrale, 31.

Succession à titres irréguliers

Conformément aux dispositions de l'article 770 du code civil, il est donné avis que madame Françoise Pardon, veuve de monsieur François-Benoît Lémouon, propriétaire, demeurant à Lyon, passage d'Igny, après avoir fait procéder, suivant procès-verbal dressé par Me Rassicard, notaire à Caluire, sous sa date enregistrée, à l'inventaire de tous les biens meubles et immeubles dépendant de la succession de monsieur François-Benoît Lémouon, son mari, en son vivant propriétaire et jardinier à Lyon, où il demeurait, passager d'Igny, et où il est décédé, le dix-neuf décembre mil huit cent soixante et onze, sans laisser aucun héritier connu au degré successible, a par requête présentée au greffe du tribunal civil de Lyon, formé sa demande afin d'être envoyée en possession de la succession dudit François-Benoît Lémouon, qu'un jugement rendu par le tribunal civil de Lyon, chambre du conseil, à la date du quinze juillet mil huit cent soixante-douze, enregistré et expédié, a donné acte à ladite dame de sa demande d'envoi en possession, et a réservé à statuer jusqu'à l'accomplissement des formalités et publication exigées par la loi.

Pour extrait: A. RUBY.

Etude de Me RUBY, avoué à Lyon, rue Centrale, 31.

Succession à titre irrégulier

Il est donné avis que par un jugement du tribunal civil de Lyon, chambre du conseil, en date du trente septembre mil huit cent soixante-onze, enregistré et expédié, a donné acte à madame Marie Guéron, épouse assistée et autorisée de monsieur Jean-Claude Sauge, cordonnier, avec lequel elle demeure à Lyon, place du Gouvernement, 3, admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par décision du bureau de Lyon, du quatre juin mil huit cent soixante-onze, en sa qualité de légataire universelle de madame Marie Villermot, a été autorisée à remplir les formalités prescrites par les articles 769, 770, 771 du code civil, pour se faire envoyer en possession de la succession de monsieur François Collin, décédé à Marseille, le dix

novembre mil huit cent cinquante et un, mais domicilié à Lyon.

Les héritiers de ce dernier, s'il y en a, sont prévenus qu'après trois ans expirés, la femme Sauge sera mise en possession des biens de cette succession.

Pour extrait: A. RUBY.

Etude de Me COTTET, huissier, rue de Lyon, 60.

Troisième publication.

Le lundi vingt-neuf décembre courant, à onze heures du matin, il sera procédé, rue Dunois, 61, à la vente des matériaux à provenir de la démolition de la construction dite baraque, sise audit lieu. 2293

UN HOMME de 40 ans, cé-

libataire, pouvant donner de bons renseignements, désire trouver un emploi dans une écriture. S'adresser au bureau du journal.

A VENDRE aux bureaux du

Journal de Lyon, à rue de l'Hôtel-de-Ville, 63.

VIEUX JOURNAUX

pour l'Orfèvrerie de table

Métal extra blanc argenté et non argenté, tels que:

Couverts, Plats, Plateaux, Cafetières, Huiliers, Réchauds, etc.

Doreur et argenture sur tous métaux.

C. DUTRION

ATELIERS & MAGASINS RÉUNIS

29, Cours Lafayette, 29

GROS ET DÉTAIL. LYON (BROTTEAUX). PRIX DE FABRIQUE

Tout acheteur est admis à voir faire le travail et à vérifier lui-même le poids d'argent appliqué.

Changement de domicile

DE LA SUCCESSION DE LA

MAISON FICHET DE PARIS

A LYON

AUTREFOIS RUE D'ALGERIE, 10,

ACTUELLEMENT

PLACE DE LA BOURSE 2.

Coffres-forts incombustibles avec blindages aciers contre le vol.

Coffres-forts-Meubles, Serrures de sûreté en tous genres.

Première récompense de Vienne (Autriche).

24 MÉDAILLES ET DIPLOMES D'HONNEUR.

2258

GUÉRISON RADICALE et en

moins de dix jours des

maladies récentes ou anciennes

par les **Capusques Quet**.

Traitement facile à suivre en

secret, même en voyage. — **Injec-**

tion Quet, hygiénique, pré-

servatrice, d'un effet assuré dans les

cas chroniques qui auraient résisté

à tout autre remède.

S'adresser à Lyon, à la pharmacie

de Ph. QUET, rue de la Préfec-

ture, 5. 112

UN HOMME de 40 ans, cé-

libataire, pouvant donner de bons renseignements, désire trouver un emploi

dans une écriture. S'adresser au bureau du journal.

A VENDRE aux bureaux du

Journal de Lyon, à rue de l'Hôtel-de-Ville, 63.

VIEUX JOURNAUX

pour l'Orfèvrerie de table

Métal extra blanc argenté et non argenté, tels que:

Couverts, Plats, Plateaux, Cafetières, Huiliers, Réchauds, etc.

Doreur et argenture sur tous métaux.

C. DUTRION

ATELIERS & MAGASINS RÉUNIS

29, Cours Lafayette, 29

GROS ET DÉTAIL. LYON (BROTTEAUX). PRIX DE FABRIQUE

Tout acheteur est admis à voir faire le travail et à vérifier lui-même le poids d'argent appliqué.

Changement de domicile

DE LA SUCCESSION DE LA

MAISON FICHET DE PARIS

A LYON

AUTREFOIS RUE D'ALGERIE, 10,

ACTUELLEMENT

PLACE DE LA BOURSE 2.

Coffres-forts incombustibles avec blindages aciers contre le vol.

Coffres-forts-Meubles, Serrures de sûreté en tous genres.

Première récompense de Vienne (Autriche).

24 MÉDAILLES ET DIPLOMES D'HONNEUR.

2258

Etrences 1874

En vente à l'Administration, 112, rue Richelieu, Paris

Etrences 1874

L'Exposition Universelle de Vienne, illustrée

Organe officiel de la Commission Royale de Hongrie (Autriche) et de la Commission Royale de Prusse.

Magnifique publication formant un splendide volume relié et doré sur tranches, comprenant 640 pages avec 350 gravures sur bois dues aux premiers artistes.

Prix pour Paris: Relié, 18 fr.; Broché, 14 fr. — Prix pour les départements: Relié, 21 fr.; Broché, 17 fr.

Revue scientifique

SOMMAIRE DU NUMÉRO 25 (20 DÉCEMBRE 1873).

HERBERT SPENCER: La science sociale. — BOUCHARDAT: Hygiène des hôpitaux, encombrement nosocomial. — Le nouvel Hôtel-Dieu. Les opérés. — Résumé des travaux faits dans les observatoires d'Angleterre pendant l'année 1872. — Bulletin des Sociétés savantes. — J. GUARDIN: Leçons de chimie élémentaire appliquées aux arts industriels. — Chronique scientifique.

Revue politique et littéraire

SOMMAIRE DU NUMÉRO 25 (20 DÉCEMBRE 1873).

ANATOLE DUNOYER: Les projets de loi de la droite. — Eugène Desvignes: La littérature sous le second empire. *Prophet Mérimée*. — L'Exposition de Hambourg. — Cano: Idée générale de l'évolution. — La condamnation du maréchal Bazaine appréciée par la presse étrangère. — Causerie littéraire. — Bulletin.

(On s'abonne au bureau du journal, 17, rue de la Ecole-de-Médecine, à Paris.)

Chaque journal. Paris. Six mois: 12 fr. — Un an: 20 fr.

Les deux. Paris. Six mois: 20 — Un an: 36 —

Journal réuni. Départements. 25 — 42 —

Prix du numéro: 50 centimes.

LIVRES ILLUSTRÉS

richement reliés, à vendre aux enchères, salle des ventes, quai de l'Hôtel, 22. Samedi 27 décembre 1873, à 6 heures 3/4 du soir, histoires, ouvrages et romans classiques. On vendra également un joli corps de bibliothèque, un tableau de Baron, gravures, bronze, etc. EXPOSITION les jours de vente de 1 heure à 3 heures. Voir les affiches et catalogue librairie Brun, rue du Plat, n° 13. 2295

EAU TONIQUE
DICQUEMARRE, 22, rue de l'Hôtel-de-Ville, 22. Active la pousse des cheveux. Empêche leur décoloration. Détruit les pellicules.

PRIX DU FLACON: 3 FR.

Se trouve à Lyon: chez Kock, parfumeur, rue de Lyon.

Briand, coiffeur, rue de l'Hôtel-de-Ville. — Berle, coiffeur, rue de Lyon.

— Dethier, coiffeur, place des Terreaux. — Garcin, coiffeur, rue Centrale. — Ve Trel, rue de Lyon. — Vente en gros, rue de l'Argenterie, 3, et chez tous les principaux coiffeurs et parfumeurs.

AGENCE DES MESSAGERIES MARITIMES

ET DES MESSAGERIES NATIONALES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

DÉPARTS du Lundi 22 Décembre au Lundi 29 Décembre 1873

Vendredi 25 déc. midi. Pour Alexandrie (Bombay), Smyrne et la Syrie.

Samedi 27 5 h. s. Pour Alger (et Oran par chemin de fer).

Samedi 27 5 h. s. Pour la Pire, Constantinople et la Mer Noire.

Dimanche 27 9 h. m. Pour Londres.

Dimanche 27 9 h. m. Pour Gènes, Messine, Volo, Salonique et Constantinople.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m. Indes, Cochinchine, Chine, Japon, La Réunion et Maurice.

Dimanche 27 10 h. m